

Unité bidépartementale Calvados Manche
477, Bld de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 13/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CONSTRUCTIONS MECANIQUES DE NORMANDIE

Chantier/Shipyard
51, rue de la Bretonnière - BP 539
50105 Cherbourg-en-Cotentin

Références : 2026-126
Code AIOT : 0005301837

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement CONSTRUCTIONS MECANIQUES DE NORMANDIE implanté Chantier/Shipyard 51, rue de la Bretonnière - BP 539 50105 Cherbourg-en-Cotentin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection intervint suite à une plainte pour nuisances sonores.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTRUCTIONS MECANIQUES DE NORMANDIE
- Chantier/Shipyard 51, rue de la Bretonnière - BP 539 50105 Cherbourg-en-Cotentin
- Code AIOT : 0005301837

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Constructions Mécaniques de Normandie est un chantier naval qui conçoit, développe et construit des navires de surface, et des ouvrages métalliques de grandes dimensions.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Bruits - 2560	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 42-I	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Bruits - 2560	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 42-IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le niveau de bruits résultant des activités de construction, et perçu par les riverains les plus proches, doit être atténué.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Bruits - 2560

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 42-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Campagnes de mesures
Prescription contrôlée : IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores. L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.
Constats :

A la suite des 3 campagnes de mesure de niveaux de bruits autour du site de 2023, CMN a fait réaliser une nouvelle campagne en janvier 2026.

Les résultats de cette dernière ont été remis à l'inspection le jour de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bruits - 2560

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 42-I

Thème(s) : Risques chroniques, valeurs

Prescription contrôlée :

I. Valeurs limites de bruit. Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

N I V E A U D E B R U I T A M B I A N T e x i s t a n t d a n s l e s z o n e s à é m e r g e n c e r é g l e m e n t é e (i n c l u a n t l e b r u i t d e l' i n s t a l l a t i o n)	É M E R G E N C E A D M I S S I B L E p o u r l a p é r i o d e a l l a n t d e 7 h e u r e s à 22 h e u r e s, s a u f d i m a n c h e s e t j o u r s f é r i é s	É M E R G E N C E A D M I S S I B L E p o u r l a p é r i o d e a l l a n t d e 22 h e u r e s à 7 h e u r e s, a i n s i q u e l e s d i m a n c h e s e t j o u r s f é r i é s
S u p é r i e u r à 3 5 e t i n f é r i e u r o u é g a l à 4 5 d B (A)	6 d B (A)	4 d B (A)

Supérieure à 45 dB(A)	5dB(A)	3dB(A)

Constats :

Si les résultats de la nouvelle campagne de mesures de bruits de janvier 2026 concluent à des niveaux sonores globalement satisfaisants, les positions des points de mesure ne se superposent pas avec celles des précédentes campagnes de 2023.

Il n'y a notamment pas eu de mesure dans l'angle de la nef B et de l'atelier de fromage BA, où les nuisances sonores les plus perceptibles avaient été mises en évidence.

L'accroissement du volume d'activité dans la nef B, n'étant pas de nature à diminuer les niveaux de bruits dans cet angle, et face à des travaux d'insonorisation des bâtiments de fabrication économiquement peu acceptables, la solution pourrait être, entre autres, une transaction avec le (ou les) riverain(s) les plus impacté(s).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

CMN informera l'inspection sous 2 mois des choix qu'elle aura arrêtés pour atténuer la gêne engendrée par son surplus d'activités en nef B, et en particulier des démarches ou transactions qu'elle aura pu avoir avec les riverains.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois